

PROCES VERBAL DE MISE A DISPOSITION DE BIENS
Par la Commune de La Roque en Provence au profit de la C.A.S.A
Pour l'exercice de ses compétences « Assainissement des eaux usées »

Entre

La Commune de La Roque en Provence, représentée par son Maire, Monsieur Alexis ARGENTI, agissant sur le fondement de l'article L.2122.22 5 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du conseil municipal en date du, portant délégation du Conseil Municipal au maire sur le fondement de l'article susvisé,

Et ci-après dénommée : **Commune**,

D'une part,

Et

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la mairie d'ANTIBES, Cours Masséna – 06600 ANTIBES, représentée par son Vice-Président délégué à l'eau et à l'assainissement, Joseph CESARO agissant au nom et pour le compte de ladite agglomération, et autorisé à signer le présent procès-verbal par une délibération du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2020 ;

Ci-après désignée : « **la C.A.S.A** » ;

D'autre part,

Vu la loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles, dite loi MAPTAM ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation de la République, dite loi NOTRe ;

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, pris en ses articles L. 5211-5 III et L. 1321-1 et suivants fixant les modalités de la mise à disposition des biens dans le cadre d'un transfert de compétences des Communes, au profit de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) dont elles sont membres ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, pris en ses articles L.5211-17, visant le transfert de la compétence en « Assainissement des eaux usées » ;

Vu les statuts de la C.A.S.A, définissant les compétences exercées de plein droit par l'EPCI en lieu et place des Communes membres ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°CC.2019.33 en date du 1^{er} avril 2019, la C.A.S.A. s'est dotée de la compétence « Assainissement des eaux usées » au 1^{er} janvier 2020.

Vu la délibération de la Commune de la Roque en Provence en date du _____ autorisant le transfert de la compétence « Assainissement des eaux usées » à la C.A.S.A ;

Préambule

La Commune a transféré au 1^{er} janvier 2020 à la C.A.S.A. la compétences « Assainissement des eaux usées ». En application de l'article L.5211-17 du C.G.C.T renvoyant aux articles L. 1321-1 et suivants du même Code, un transfert de compétence entraîne de plein droit la mise à disposition, à titre gratuit, des biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice de cette compétence.

Ces dispositions prévoient également que cette mise à disposition doit être constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre la commune concernée et l'EPCI.

Au vu de ces dispositions, est ainsi établi le présent procès-verbal de mise à disposition de biens, par la Commune, au profit de la C.A.S.A, pour l'exercice desdites compétences.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Situation juridique des biens mis à disposition

Les biens mis à disposition restent propriété de la Commune.

Article 2 : Désignation et consistance des biens mis à disposition

La Commune met à disposition de la C.A.S.A, pour l'exercice de sa compétence « Assainissement des eaux usées », les biens immobiliers suivants :

Ouvrages publics d'assainissement :

L'ensemble des réseaux de collecte des eaux usées et des canalisations de branchement publiques
1 poste de refoulement comprenant les ouvrages et équipements suivants : Armoire de commande, Télégestion, 2 pompes, conduites de refoulement et accessoires hydrauliques, Fosses de pompage. Situation : 151, D1 Route de Conségudes

Article 3 : Etat général des biens mis à disposition

Les biens mis à disposition présentent un état général qui n'appelle aucune observation particulière.

Article 4 : Etat de l'actif mis à disposition et valeur comptable afférente

La Commune met à disposition de la C.A.S.A, pour l'exercice de sa compétence « Assainissement des eaux usées », les biens suivants :

Détail des biens mis à disposition :

Compte d'imputation budgétaire	N° d'inventaire	Libellé du bien	Date d'acquisition ou de mise en service	Durée d'amortissement	Valeur brute	Amort. cumulés	Valeur nette comptable
2151	67	RESEAU ASSAINISST	0	0	15 049,26	0,00	15 049,26
2152	20111.1	RESEAU D ASSAINISSEMENT	0	0	123 804,00	0,00	123 804,00
21532	20111	RESEAU D'ASSAINISS. LA VIGNE	0	50	129 923,74	15 588,00	114 335,74
21532	20111.11	RESEAU D ASSAINISSEMENT	2015	50	50 117,18	5 010,00	45 107,18
21532	66	RESEAU EAUX USEES	0	50	130 792,03	18 305,00	112 487,03
21532	84	PROTECT COLLEC TRANSF EAUX USE	0	50	25 986,66	3 633,00	22 353,66

Détail des emprunts :

Numéro	Organisme	Date signature	Date 1er remboursement	Montant	Taux fixe	Périodicité
00600625607	Crédit Agricole	2012	11/01/2013	100 000	5,2	Trim.

Synthèse :

Synthèse des actifs mis à disposition au 31/12/2019				
Compte	Libellé	Valeur brute	Amort. cumulé	VNC
2151	Installations complexes spéciales	15 049,26 €	0,00 €	15 049,26 €
2152	Installations de voirie	123 804,00 €	0,00 €	123 804,00 €
21531	Réseaux d'adduction d'eau	50 182,99 €	7 021,00 €	43 161,99 €
21532	Réseaux d'assainissement	336 819,61 €	42 536,00 €	294 283,61 €
Total		525 855,86 €	49 557,00 €	476 298,86 €

Synthèse des emprunts transférés au 31/12/2019	
Compte	Montant
1641 - Emprunts en euros	57 931,67 €
Total	57 931,67 €

Article 5 : Droits et obligations

La remise du bien mis à disposition a lieu à titre gratuit.

La C.A.S.A bénéficiaire de la mise à disposition assume l'ensemble des droits et obligations du propriétaire, sauf le pouvoir d'aliéner les biens, conformément aux articles L. 1321-1 et suivants du CGCT.

Article 6 : Durée

La durée du présent procès-verbal de mise à disposition est illimitée.

Toutefois, en cas de reprise de la compétence par la commune indiquée, en cas de désaffectation totale ou partielle des biens mis à disposition, d'une réduction de compétence de l'EPCI, du retrait de la Commune de l'EPCI ou en cas de dissolution de la C.A.S.A, la Commune propriétaire recouvrera l'ensemble de ses droits et obligations sur lesdits biens.

Article 7 : Assurance

L'assurance des biens mis à disposition ne relève plus de la commune à compter du 1^{er} janvier 2020. Il appartient donc à la C.A.S.A de souscrire toutes les Polices d'Assurances nécessaires.

Article 8 : Litiges

Pour toute difficulté d'application du présent procès-verbal et en cas de litiges, la Commune et la C.A.S.A conviennent que ceux-ci feront l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord avant tout recours contentieux.

A défaut de conciliation, ces dernières conservent la faculté de soumettre leur litige à la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Nice.

Article 9 : Annexes

Les annexes au PV font partie intégrante du PV.

Fait à Valbonne, le

En deux exemplaires originaux

Le Maire de La Roque en Provence,

Le Vice-Président délégué à l'eau et à l'assainissement,

Alexis ARGENTI

Joseph CESARO